



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

BULLETIN D'INFORMATION

février 1997, vol. 4, No.8. Montréal, Qc.

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour retourner dans leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques

PARCE QUE L'AVENIR DÉPEND DU PASSÉ

par Sarita Ahojja

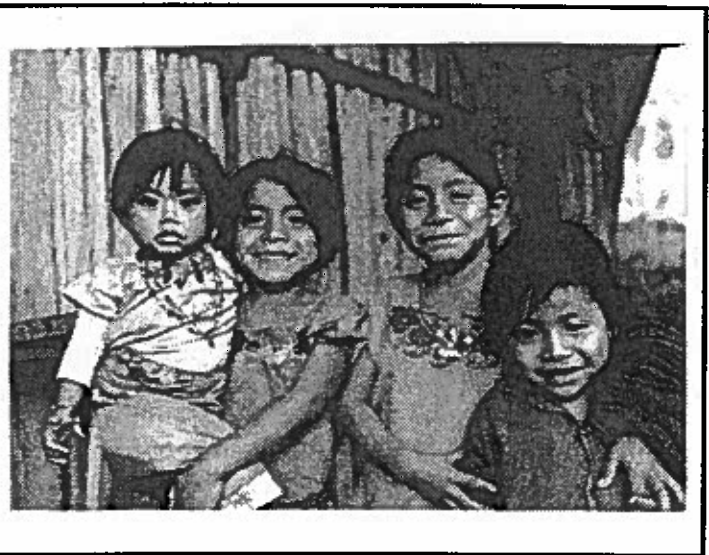
L'encre des signatures des représentants du gouvernement et de la guerrilla étant bel et bien sèche, force est maintenant de se pencher sur la mise en application du fameux plan global de paix. Mais au delà de l'attrait des milliards de dollars provenant des banques internationales et des généreuses promesses de réhabilitation économique et de développement des infrastructures, le Guatemala doit encore et toujours faire face à un de ses plus importants problèmes: la persistance de l'impunité, c'est-à-dire les passe-droits accordés aux auteurs physiques et intellectuels des violations des droits humains commises pendant ces trente-six années de guerre.

Parce que l'avenir dépend du passé, une «Commission de clarification historique», ou «commission de la vérité», fut mise sur pied dans le but de faire la lumière sur les «actes de violence sérieuse» considérés comme étant des crimes de guerre, qu'ils aient été commis par l'armée ou par la guerrilla. Cependant, il semble y avoir contradiction entre ces objectifs et l'impossibilité de

traduire en justice ceux qui auront été trouvés coupables. En effet, la Commission des Nations unies devra s'en tenir à faire état d'une responsabilité dite «institutionnelle» et taire les noms des individus jugés coupables. De plus, cette commission ne sera pas autorisée à entamer des poursuites légales contre les auteurs des crimes. Ainsi, bien que de superficielles mesures d'ajustement aient été entreprises au sein des institutions gouvernementales, le nombre de plaintes pour violations des droits humains s'accroît de jour en jour sans qu'aucun militaire ne soit jamais appréhendé.

Au cours des premières semaines de son mandat présidentiel, Alvaro Arzu, pour mettre fin à la domination de l'armée, procéda à la suspension de 13 des 23 généraux de l'armée guaté-

maltèque accusés de violations des droits humains et nomma un civil à la tête du ministère de la Défense. Mais voilà que la très controversée Loi de la Réconciliation, approuvée au congrès lors de l'adoption de l'Accord sur la réintégration des forces rebelles à la vie civile, vient de nouveau faire planer le risque que ceux qui auront été identifiés comme étant les tueurs et les bourreaux trouvent grande ouverte la porte de sortie, et qu'en conséquence, l'impunité institutionnalisée qui caractérise désormais le Guatemala soit renforcée.



Nombreux sont les membres de groupes de défense des droits humains qui voient en cette loi la sanction d'une amnistie générale au détriment de l'autonomie véritable du système judiciaire guatémaltèque. Mais les représentants gouvernementaux maintiennent que puisque qu'elle stipule qu'il faudra décider, pour chacun des cas, si les crimes sont passibles de procès ou dignes de pardon, cette loi suffira à assurer la protection des droits humains.

Pour démontrer la vraie nature de cette loi, les analystes des droits humains font valoir l'exemple du cas Myrna Mack. En effet, ce sont justement les 3 officiers accusés d'avoir cocoté la mort de l'anthropologue qui pour la première fois, allaient le mois dernier demander à bénéficier de la récente mesure d'amnistie. En 1994, le soldat reconnu coupable de l'assassinat fut condamné et purge actuellement une peine de trente ans de prison. Depuis, Helen Mack, la soeur de la victime, n'a cessé de lutter pour que soit menée une enquête sur les actes des officiers supérieurs, les

«auteurs intellectuels» du meurtre. L'avocat de la défense a donc présenté une demande pour que soient amnistiés les accusés en vertu des clauses devant s'appliquer aux employés gouvernementaux qui ont agi «dans le but de prévenir, d'empêcher, d'enrayer ou de réprimer (...) les crimes politiques relatifs à la délinquance commune». L'avocat n'a toujours pas précisé de quel type de délinquance Mack s'était rendue coupable pour mériter tel châtement. Pour l'instant, tout porte à croire en la nature politique des représailles.

Le 30 janvier dernier, en déposant au congrès son rapport annuel, l'Ombudsman des droits humains, Jorge Garcia Laguardia, annonçait que bien que le nombre de violations des droits humains ait diminué au cours de l'année 1996, de plus en plus de membres des forces de l'ordre sont reliés de près ou de loin à des actes de délinquance. Ces affirmations semblent indiquer que les autorités armées et policières continuent d'agir de façon arbitraire. M. Laguardia, lors de déc-

larations officielles récentes, s'est d'ailleurs prononcé contre l'adoption de la loi de la Réconciliation et a demandé à être considéré comme «tierce partie intéressée» lors de l'évaluation de la demande déposée le 3 janvier dernier par l'Alliance contre l'impunité, afin d'obtenir une déclaration d'inconstitutionnalité pour cette loi d'amnistie.

«À toutes fins pratiques, rapporte à cet effet la British Broadcasting Corporation, le fait qu'il n'y ait jamais procès ni condamnation quant des haut placés sont en cause affecte l'ensemble de la situation des droits humains et empêche que soit effectué tout progrès sérieux au sein des institutions clés telles les forces armées et le système de justice.»

Note supplémentaire

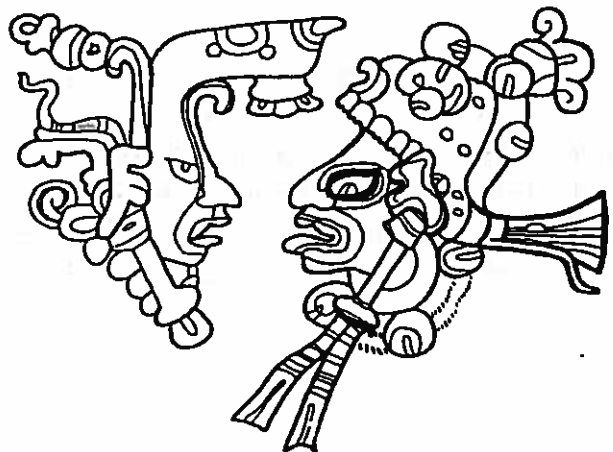
Au début du mois de février, le juge Ruben Anibal Delgado refusait la demande d'amnistie déposée par la défense des trois officiers inculpés dans le cas Myrna Mack. La défense compte s'opposer au jugement, faisant valoir que seule la Cour d'appel a le pouvoir de légiférer au sujet de la Loi de la Réconciliation.

L'Art Educatif

par Danyka Morissette

Le Projet Accompagnement est fier de s'associer à *Grupo Caleli* dans la réalisation de la pièce de théâtre *IXQUIC: l'histoire se répète*. Cette pièce de théâtre sera présentée à dans tout le Canada.

IXQUIC: l'histoire se répète s'inspire de la tradition littéraire maya du Popol-Vuh. Les textes contiennent un récit magique de luttes, de situations et de personnages



merveilleux qui nous font réfléchir sur la situation actuelle et réelle du peuple guatémaltèque.

En s'inspirant ainsi des textes anciens, la pièce souligne également l'importance de connaître son histoire qui, dans le cas du Guatemala, tend à se répéter.

Cette pièce, *IXQUIC: l'histoire se répète*, veut sensibiliser la population québécoise et canadienne à la problématique des réfugiés guatémaltèques au Mexique et des personnes déplacées au cours

des 36 années de guerre civile au Guatemala.

Le public sera invité à participer à ce que l'on pourrait appeler un théâtre-forum. Le public y joue un rôle actif par son analyse, ses questions et ses commentaires et par son jeu. La pièce tentera, d'une façon originale et participative, de percer le silence qui entoure le Guatemala, son passé et les aspirations de sa population civile.

La troupe *Grupo Caleli* effectuera une tournée pan-cana-

dienne au début du mois d'avril. La pièce sera présentée au Québec au mois de juin.

Nous sommes actuellement à la recherche de bénévoles pour nous aider dans la logistique de la tournée, l'organisation d'activités d'éducation autour de la pièce de théâtre et pour la réalisation de documents de promotion et du programme. Si vous êtes intéressé(e), téléphonez à Danyka au 277-4795.



Nouvelle crise interne au sein de l'armée guatémaltèque : une rébellion de la Police Militaire Ambulante met en péril la paix

par Rol.

Au cours des dernières semaines, une hausse de tension évidente s'est fait ressentir du côté des militaires qui n'acceptent pas les conditions nouvelles auxquelles ils doivent faire face. La récente révolte de la police militaire ambulante (PMA), qui a pour principale fonction de voir à la sécurité des compagnies privées et de venir en aide à la police civile, vient aggraver l'importante crise interne à laquelle fait face le pouvoir militaire et le gouvernement D'Arzú. Cette crise met encore une fois en péril la paix véritable et durable au Guatemala.

Les faits récents

La nuit du 29 janvier dernier, 1000 des 4000 agents de cette police militaire ont pris d'assaut leur quartier général pour demander de meilleures primes de départ. Leur but premier était d'amener le gouvernement guatémaltèque à leur donner une réponse claire dans les plus brefs délais au sujet de leur futurs bénéfices. Les militaires de la PMA se disent prêts à aller jusqu'aux «conséquences finales» si leurs conditions ne sont pas remplies.

Le premier février un ultimatum a été donné au gouvernement et des représentants de l'armée ont ren-

contré des agents de la PMA devant des journalistes afin de discuter, mais la situation a rapidement dégénéré pour devenir une engueulade. Le second sous-commandant du quartier général s'est fait chahuter, tandis que le commandant de la PMA a reçu des coups de pied et un général a été pris en otage afin de forcer les autres officiers du haut commandement militaire à revenir avec une réponse du gouvernement. Les agents de la PMA ont ensuite décidé de bloquer l'entrée avec un camion et ont placé des mitraillettes le long des murs de l'installation où ils se trouvaient.

La mutinerie s'est terminée un peu plus tard le même jour par la libération de l'otage et après un bref échange de coups de feu au baraquement militaire où les discussions s'étaient déroulées. L'armée régulière, en reprenant le dessus de la situation, a mis fin à ce conflit sans effusion de sang.

La PMA veut «sa part» de la paix

L'accord de paix signé par le gouvernement ne comprend aucune mesure précise visant à assurer le futur de ces militaires qui ont décidé de manifester bruyamment leur désaccord en demandant du même

coup des primes de départ d'environ 10 000 dollars variant selon leurs années de service. Des rumeurs ont laissé entendre que les membres de la PMA auront un minimum de 2000 dollars. Cependant, un porte parole de l'armée s'attend à ce que le gouvernement donne des primes allant de 6500 dollars à 8000 dollars. Il semble donc que la mutinerie des PMA est une façon de faire pression et sert aussi à faire comprendre au gouvernement les moyens importants dont ils disposent pour déstabiliser tout le processus de paix. Les 4000 membres de la PMA se plaignent donc des sommes d'argent peu élevées qu'ils sont supposé recevoir et ajoutent que les anciens combattants de l'URNG vont recevoir plus d'argent que le personnel de l'armée. La démobilisation de la PMA est supposée s'effectuer graduellement durant l'année, le tout débutant le 23 février.

Plusieurs législateurs ont toutefois montré de la sympathie pour les demandes de la police ambulante en disant que ces derniers devraient avoir, en vue de leur retraite, des garanties semblables à celles de tout autre ouvrier.

Une armée au lourd passé

Depuis ses débuts, le processus de paix a dû faire face à des secteurs de l'armée refusant d'embrasser toute tentative de démocratisation. Selon le service de nouvelles de Cerigua, plusieurs observateurs voient cette rupture spontanée dans la discipline militaire de façon suspecte. Certains analystes disent que la rébellion était un plan de l'armée pour

s'assurer une partie des retombées économiques de la signature des accords de paix auxquels le gouvernement et l'URNG auront droit. D'autres croient que cette révolte reflète un conflit interne au sein du haut commandement de l'armée initiée par les tenants de la ligne dure qui se sont toujours opposés au processus de paix.

L'armée serait donc divisée entre deux tendances. D'un côté, les militaires qui préfèrent laisser le pouvoir économique aux civils et de l'autre, les tenants de la ligne dure qui préfèrent garder les privilèges acquis au cours des années en déroulant toute contestation populaire.

La mutinerie récente n'est pas la première, ce genre de rébellion s'est produite souvent dans le passé. Déjà sous les présidences d'Arevalo et d'Arbenz durant les années '50 les mutineries étaient des faits communs. En 1944, Jorge Ubico avait démissionné devant la pression des militaires qui avaient mené leur propre coup d'État.

Au début des années '70 déjà, l'implication du haut commandement de l'armée dans la politique et dans une multitude d'entreprises commerciales a provoqué des divisions internes entre les deux tendances, l'une d'entre elles se sentant plus près du monde de la haute bourgeoisie des affaires. Malgré une cohésion institutionnelle apparente, l'armée s'est montrée parfois incapable à gérer ses propres conflits internes mettant en péril les citoyens guatémaltèques pris entre deux feux.

C'est probablement en mars 1982 que les tenants de la ligne dure

sont venu redonner une certaine cohésion à une armée en déroute où régnait une grande corruption. Devant l'importance des groupes de guérillas, certains officiers impliqués de près dans les luttes contre-insurrectionnelles ont évincé certains généraux. Le gouvernement civil de Cerezo (1986-1990) a vu de nombreuses mutineries de la part factions de l'armée en désaccord avec les idées démocratiques que voulait instaurer le président. A l'intérieur de l'armée surgissait un courant prêt à accepter une direction civile du pays, mais qui ne se voyait pourtant pas céder les «vraies» rênes du pouvoir. Comme c'est le cas dans d'autres pays, les militaires guatémaltèques, ou du moins une faction de ceux-ci, croient que la dimension économique doit passer sous la gouverne des civils et cela, on s'en doute, afin de s'en tirer avantageusement.

L'argent de la paix?

La question économique est au centre des débats de l'après guerre. Si l'armée se trouvait tout naturellement à tirer des profits monétaires des politiques nationales et internationales au



cours des trente années de guerre, un repositionnement politique semble être tout aussi nécessaire pour qu'elle puisse continuer d'alimenter financièrement tout ses membres.

Au Guatemala toute la société est impliquée de près ou de loin dans cette guerre et elle aura considérablement bénéficié à ceux qui la dirigeaient. Aujourd'hui, si l'heure semble être au réajustement, il semble peu probable que le pouvoir change soudainement de mains, toute une sphère de la société guatémaltèque gravitant autour des bourreaux.

Ailleurs en Amérique centrale, au Nicaragua ou au Salvador, des milliers de jeunes soldats ont été contraints à vivre dans les rues. Ceux-là qui ont participé aux luttes "contre-insurrectionnelles" du continent, ayant appris à obéir aux ordres et à tuer lorsqu'il le fallait, se retrouvent maintenant au rang des criminels de nouveaux pays supposément en paix...

[sources: CERIGUA WEEKLY BRIEFS, NUMBER 6, 2/6/97; Weekly News Update #366, 2/2/97; El Diario-La Prensa 1/31/97; Diario Las Americas 2/1/97 de EFE]

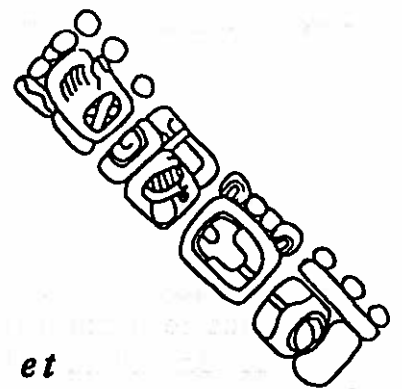
Journée d'information sur le Guatemala

Samedi le 1er mars 1997
de 9h30 à 17h00

O u v e r t

à tous et

à toutes



Les thèmes:

La culture maya et les autochtones au Guatemala
avec Pierre Beaucauge

Les femmes et la société guatémaltèque
avec Lesvia Vela et Maria-Denise Vassaux

Les accord de paix et les perspectives d'avenir pour le Guatemala
avec Carlos Lemus

*C'est gratuit!
Apportez votre lunch
Des breuvages seront servis
sur place*

**Au 420 St-Paul Est
Local 202
Tout près du métro Champs de Mars**

organise par le Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Veillez confirmer votre présence au 840-1008



par Roberto Nieto

1. La paix au Guatemala: chose promise chose due

Les accords signés au terme de l'année dernière doivent maintenant être mis en application. 1997 marque donc un nouveau départ. Renforcement de la société civile, démantèlement de la guerrilla et d'une partie des forces armées, instauration des instances devant veiller au respect des ententes signées... tout est à faire.

Les femmes s'en mêlent

Les représentantes de plus de 90 groupes de femmes provenant de 12 des 22 provinces guatémaltèques se sont rencontrées, au début du mois en cours, pour jeter les bases du plan d'action du Forum des femmes. Ce Forum des femmes consiste en un regroupement de représentantes des milieux féministes, mayas, paysans, syndicaux, homosexuels et étudiants, qui auront pour tâche de veiller à ce que les droits des femmes soient respectés lors de la mise en application des accords de paix.

En signant l'Entente sur les questions socio-économiques et la situation agraire comprise dans l'accord de paix, le gouvernement s'est engagé à «tenir compte, dans ses stratégies de développement, ses nouvelles mesures et ses programmes, de la particularité de la situation économique et sociale des femmes.» C'est

donc dans le cadre de cette entente que ce Forum sera mis sur pied.

Mais les femmes n'entendent pas attendre en silence la date du début de leur mandat officiel. «Nous entamons une page blanche sur laquelle il nous faut écrire, dit Sandra Moran, organisatrice de la rencontre et représentante de l'Assemblée des secteurs civils (ASC). Au lieu d'attendre que le gouvernement nous indique quelle doit être notre participation au forum, nous profiterons du temps qui nous reste pour formuler une proposition qui ait du contenu.»

Des camps pour les guerrilleros

Le commandant Pancho, de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), a récemment annoncé aux journalistes qu'entre 3000 et 4000 membres de la guerrilla pourraient bientôt être démobilisés. Pour favoriser la réintégration de ces guerrilleros à la vie sociale, 8 camps comprenant habitations, terrains de soccer, latrines et accès à l'eau potable seront érigés dans les régions éloignées du pays, grâce au financement des organisations internationales et du gouvernement guatémaltèque. José Segura, représentant de la commission logistique chargée de l'administration des camps, prévoit que dès la fin du mois de février,

entre 250 et 600 guerrilleros pourront y entamer un séjour de deux mois.

Les Nations unies au Guatemala

La présence des Nations unies à la table des négociations a grandement contribué à faire aboutir le processus de paix au Guatemala. Maintenant qu'il est temps de passer à l'action, l'ONU jouera sans doute un rôle déterminant.

D'abord, dans les régions éloignées du pays s'installeront peu à peu les 155 casques bleus chargés de témoigner du respect des ententes signées, dont 15 sont des Canadiens. C'est le Français Jean Arnault qui dirigera la Mission des Nations unies au Guatemala (MINUGUA). Au cours des dernières années, Arnault a su se faire remarquer par son adresse et son efficacité lors des négociations de paix, dont il devait assurer la médiation.

Puis, les représentants du gouvernement d'Alvaro Arzú et de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont finalement demandé à Christian Tomus-chat, un ancien conseiller en matière de droits humains des Nations unies, de présider à la Commission de clarification his-

torique (commission de la vérité) qui, en vertu des accords de paix, devrait faire la lumière sur les actes de violence perpétrés au cours de la guerre qui vient de se terminer.

Près de 2 milliards de dollars pour la paix

Dès son retour d'Europe, le président Arzú a déclaré que près de 2 milliards de dollars allaient être accordés par la communauté internationale pour l'instauration de la paix au Guatemala. Cette somme, qui sera répartie sur quatre années, représente près du double de l'objectif fixé et comprend dons et prêts.

2. pendant ce temps...

L'Inquiétude des grands

Enlevée le 9 novembre dernier, Isabelle Botran a été retrouvée sans vie. Or, la dame de 71 ans appartenait à une des plus riches familles du pays. Puis, ce fut Joel Salomon Mendoza, député du parti au pouvoir (PAN), qui fut assassiné par des inconnus. Devant l'augmentation de la violence et du nombre d'enlèvements, la nervosité des grands acteurs des activités économiques et politiques du pays monte aussi. Sous les voix d'un président qui craint que ne s'effraie l'investisseur étranger et de médias nationaux fondant en condoléances, celle des groupes de défense des droits humains et de travail pour la justice sociale tentait de rappeler que Rosa Pec Chub, comme bien d'autres mili-

tants paysans, venait elle aussi d'être assassinée.

Le droit de savoir

Jorge Garcia Laguardia, le commissaire gouvernemental responsable de veiller à ce que soient protégés les droits humains au Guatemala, vient de rendre public son rapport annuel. Dans ce rapport, on peut lire que de nombreuses atteintes à la liberté d'expression ont eu cours pendant l'année 1996 et que le gouvernement ne démontre aucune volonté réelle de mettre fin à cette situation. Laguardia précise que dans ce pays où les communications correspondent à un besoin vital, les journalistes sont victimes de mesures de répression allant des actes d'intimidation aux assassinats. Cette année, il a même cru bon d'ajouter à son rapport une section spéciale portant sur les entraves au droit à l'information, dans laquelle il dénonce l'attitude passive du gouvernement qui selon lui, maintient délibérément le peuple dans l'ignorance et la soumission. Il ajoute également que l'année 1996 fut marquée par une hausse des coûts d'édition et de production qui a gravement affecté les milieux de la presse écrite. (CERIGUA 31 janvier 97)

Privatisation de GUATEL

C'est décidé. L'entreprise de télécommunications Guatel sera vendue en entier. Les 95% de l'entreprise reviendront à une compagnie privée, alors que les

travailleurs disposeront des 5% restants. Le directeur de Guatel, Alfredo Guzman, a tenu à expliquer que le rôle du gouvernement n'est pas d'installer des téléphones, mais d'assurer à la population les services essentiels. Attendons donc l'accès aux services essentiels. Attendons aussi que soit divulgué le taux d'augmentation des tarifs des appels locaux. Sur cette question, monsieur Guzman s'est abstenu de faire des commentaires.

3. réfugiés et projet accompagnement

Mexique ou Guatemala?

Selon les informations diffusées par l'agence de presse CERIGUA le 13 février dernier, le nombre de réfugiés guatémaltèques qui se trouvent toujours dans les camps du Mexique s'élèverait à environ 30 000. Près de 7 000 d'entre eux ont choisi de demander la résidence permanente offerte par le gouvernement mexicain, plutôt que de rentrer au Guatemala. Mais Manuel Cerrillo, représentant du versant nord (vertiente norte), affirme que nombreux sont les réfugiés qui tardent toujours à choisir entre le pays d'origine et celui de l'exil. Il précise que cette hésitation est imputable au manque de bonne volonté politique dont font preuve les autorités guatémaltèques quant à la mise en application des ententes signées en octobre 1992 entre les représentants des réfugiés (es commissions permanentes) et du gouvernement.

Où sont rendus nos accompagnateurs?

Depuis novembre 1992, 103 Canadiens se sont rendus auprès des réfugiés et des retournés guatémaltèques au nom du PA. 8 personnes ont participé à session de formation dispensée dans le sud le mois dernier. Karine Côté-Boucher (de Québec) et Annie Riendeau (de Montréal) sont actuellement dans la communauté de Santa Amelia au Petén.

Testimonios . . .

El Secuestro y la Tortura

Mon père s'appelle Jorge de Paz. Il est né dans la ville de Guatemala en 1948. Il y a vécu jusqu'en 1989, alors qu'il fut contraint de quitter ce magnifique pays pour des motifs politiques.

Jorge de Paz a manifesté dès son jeune âge beaucoup d'intérêt pour l'activisme social et la défense des droits de la personne. Il était et demeure convaincu que tout être humain a droit au respect et que ses droits doivent être respectés. Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, plusieurs de ses amis furent assassinés parce qu'ils aspiraient à la paix et à un futur meilleur pour la population guatémaltèque.

Dans cette démarche pour établir la paix, en 1982, il fut kidnappé pour une durée de 22 jours et torturé durant 13 jours par des membres de l'armée, alors sous les ordres du Général Efraín Ríos Montt. Avec l'aide d'organisations internationales telles Amnistie Internationale, il put recouvrer sa liberté six mois plus tard. Une

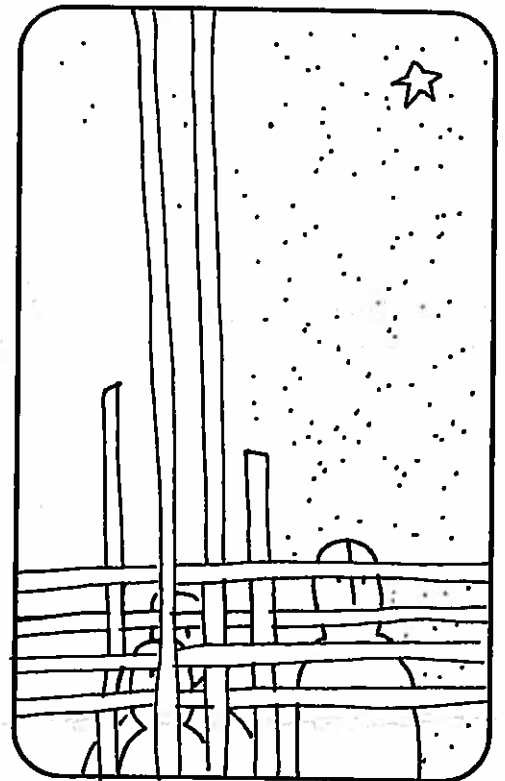
fois libéré, Jorge de Paz créa l'Organisation des droits humains du Guatemala dont il est le président fondateur, récemment réélu pour la période 1996-1998.

Il dut à nouveau quitter le pays en 1985, car il était persécuté par l'armée. Les Nations Unies lui accordèrent le statut de réfugié politique au Mexique. Il souleva une grande controverse lorsqu'il tenta, en 1986, de créer une section d'Amnistie Internationale. Peu après cette tentative, il dut à nouveau demander le statut de réfugié politique au Mexique et cette fois il quitta son pays avec toute sa famille. Nous avons été réfugiés au Mexique pendant tout près d'une année et de là nous sommes allés à Camrose, en Alberta, au Canada, où nous avons habité pendant environ six ans. Mon père poursuivit sa lutte au Canada pour la paix au Guatemala et en Amérique centrale.

L'année dernière, il décida de mettre sur papier le récit de ses expériences lors de son enlèvement et de décrire la torture dont il avait été victime. Il donna à cette nouvelle le nom de *El Secuestro y la Tortura* (La séquestration et la torture).

El Secuestro y la Tortura est un récit constituant une accusation contre les abus de pouvoirs des militaires dont a souffert l'Amérique latine pendant de longues années.

Jorge de Paz a écrit cet ouvrage dans la perspective du futur, lorsqu'il



sera devenu un veil homme, « El viejo ». Le récit débute dans la maison d'el viejo alors qu'un de ses petits-fils lui demande ce qu'est la torture. Le vieil homme commence alors à faire le récit de son histoire à toute la famille, fournissant moult détails sur les méthodes de torture qu'il a subies et celles d'autres personnes dont il a été témoin au cours de cette expérience.

En ce moment, Jorge de Paz parcourt à pied la distance de 1 600 km qui sépare la ville de Mexico de celle de Guatémala. Il appelle cette marche « marche de la paix » et il l'effectue dans le but de renforcer l'accord de paix signé le 29 décembre dernier dans la ville de Guatémala. Jorge de Paz a débuté sa marche le jour même où l'accord de paix fut signé dans son pays et depuis lors il n'a cessé de marcher vers sa destination

finale. À son arrivée à Guatémala, il présentera au président du pays, Alvaro Arzú, un projet de réforme dans lequel il propose qu'on utilise les fonds récupérés des coupures de 33 % dans les dépenses militaires qui faisaient partie de l'accord de paix pour développer des projets d'aide aux sans-abri, bâtir de nouvelles écoles et davantage d'emplois de sorte que les Guatémaltèques auront plus accès à l'éducation et à l'emploi. Afin d'atteindre son objectif, Jorge de Paz fait tout en son pouvoir et est confronté à une situation financière particulièrement difficile. Lui et trois autres personnes qui l'accompagnent dorment dans les parcs publics et ils mangent et boivent ce que veulent bien leur donner des âmes généreuses: des fruits, du pain et de l'eau. En se dirigeant vers le sud, Jorge tente

de vendre son roman et c'est ainsi que lui et ceux qui l'accompagnent parviennent à survivre.

Moi-même, Edna de Paz, je veux aider mon père à atteindre son but, car je crois qu'il défend une très bonne cause et j'entends le faire en vendant sos roman ici, à Montréal. Tous les fonds recueillis de la vente d'*El secuestro y la Tortura* seront envoyés directement à mon père afin de lui permettre de survivre et de parvenir à réaliser son objectif. L'ouvrage coûte 12\$ et vous pouvez me rejoindre en composant le 284-0898. On peut également se procurer le livre à la librairie *AbyaYala*, située au 4555 boul. St-Laurent.

J'espère sincèrement pouvoir trouver un soutien auprès de la communauté montréalaise.

Edna de Paz

TOUS LES JEUDIS A 9H00 AVEC SON CAFÉ...ÉCOUTÉ...

TERRE DE MAÏS

*L'émission du Projet
Accompagnement
Québec-Guatemala*

...nouvelles,
dossiers spéciaux,
musique,
et beaucoup plus...



SYNTHONISEZ LA FRÉQUENCE 102,3 FM
...ET TENEZ VOUS AU COURANT!!!

CALENDRIER

Dates des assemblées mensuelles des membres du PAQG. Elles auront lieu les *samedi* suivants à 13h00 au local du PAQG.

15 mars
19 avril
17 mai
14 juin

los esperamos!!

**L'équipe du bulletin a besoin de quelqu'un-e comme toi,
qui veut travailler un peu plus, avec nous...**

Nous cherchons quelqu'un-e:

- qui aurait l'obligeance d'écrire des articles sur la situation sociale, politique, économique et culturelle du Guatemala;
- qui peut nous prêter des photos, des dessins et des illustrations;
- qui aurait l'amabilité de résumer des nouvelles;
- qui peut faire une entrevue avec un ex-accompagnateur-trice;
- qui aurait la gentillesse de faire des reportages sur des activités concernant le Guatemala;
- qui corrigerait les épreuves du bulletin;
- qui voudrait s'impliquer dans l'envoi du bulletin.

Tout cette implication... seulement une fois par mois!

Pour plus de détails:

Sarita Ahooja, coordonnatrice du bulletin, 287-3273
Caleli, graphiste, 844-3696

Merci pour votre appui!

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Vous êtes intéressés, contactez Sarita Ahooja au 287-3273.

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Sarita Ahooja
Caleli et son ordinateur
Claude Rioux
Geneviève Lessard
Roberto Nieto
Danyka Morissette
Edna de Paz
Catherine

***Projet Accompagnement
Québec-Guatemala***

420, rue St-Paul est
Montréal, Qc, H2Y 1H4
Tél. : (514) 840-1008
Fax : (514) 844-0113
Courrier électronique :
paqando@web.apc.org